



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 22 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINDE France s.a.

rue du Chemin Bas
ZAE du Confluent
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/25-0981
Code AIOT : 0006501905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement LINDE France s.a. implanté ZAE du Confluent 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE France s.a.
- ZAE du Confluent 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société LINDE FRANCE SA est spécialisée dans la production, le conditionnement et le stockage de gaz utilisés à des fins industrielles.

Les activités du site de Montereau-Fault-Yonne sont les suivantes :

- séparation des gaz de l'air afin de produire de l'oxygène liquide, de l'azote liquide et de l'argon liquide,
- stockage dans des réservoirs de ces gaz liquéfiés.

La séparation des gaz de l'air est réalisée dans l'unité « ASU » (Air Separation Unit), selon les principales étapes suivantes :

- aspiration et filtration de l'air,
- compression et refroidissement de l'air,
- purification de l'air avec élimination du dioxyde de carbone, de la vapeur d'eau et des traces d'hydrocarbures,
- séparation et liquéfaction de l'oxygène, de l'azote et de l'argon dans des colonnes de distillation et de purification,
- transfert des gaz liquéfiés vers les différents stockages.

Toutes ces étapes sont réalisées simultanément, en continu, 24h / 24 et 7 j / 7.

L'exploitant fournit les gaz fabriqués sous forme liquide à ses clients, le transport étant assuré par camion.

L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 07 DAIDD IC 315 du 11 décembre 2007 et n° 2013 DRIEE UT77 121 du 26 juillet 2013.

Le site est classé SEVESO seuil bas.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Perte réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 28/06/2023, article 7.8.5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Suite inspection 2020	Autre du 29/10/2020	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suite inspection 2020	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 2.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suite de l'inspection du 25 aout 2023, Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suite de l'inspection du 25 aout 2023, Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.2	Demande d'action corrective	4 mois
8	Suite inspection 31 mai 2023, Mise	Code de l'environnement, article R513-1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	à jour du classement			
10	Mesures de Maitrise des Risques-liste	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suite de l'inspection du 25 août 2023, Travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.5	Sans objet
7	Suite de l'inspection du 25 août 2023, Contenu du permis de travail, de feu	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.51	Sans objet
9	Suite inspection du 31 mai 2023, sécheresse	Autre du 31/05/2023	Sans objet
11	MMR - Domaine de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.6.2.	Sans objet
12	MMR - Performance	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.6.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement exploité.

Cependant la situation administrative doit être revue. En particulier, les modifications apportées à l'installation devront être portées à connaissance de l'Inspection avec leur impact ou l'absence d'impact sur le site.

L'exploitant devra également prendre des mesures pour garantir la disponibilité des moyens incendie requis pour l'exploitation du site, et ce, quelles que soient les difficultés associées aux utilités des sites voisins. À ce titre, l'inspection propose au préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Perte réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.8.5

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau d'eau de ville ; Ce réseau est capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 120 m³/h avec une pression en sortie de 1 bar minimum ;
- de prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits ;
- de prises d'eau raccordées sur le circuit d'eau d'incendie de la zone industrielle de Montereau-Fault-Yonne et présentes en bordure du site ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- des moyens fixes de détection judicieusement répartis à proximité des zones à risque d'incendie. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits ou matériaux concernés ;
- des dispositifs d'extinction automatiques ou manuels appropriés répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- de robinets d'incendie armés judicieusement répartis et protégés contre le gel ;
- de tout autre moyen de détection et d'extinction jugé adéquat.

Leur position, capacité et nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant.

Les locaux pouvant présenter un risque d'incendie tels la chaufferie, les salles électriques ou la salle de contrôle sont équipés d'un système de détection d'incendie.

L'exploitant doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution d'équipes d'intervention entraînées.

Le contrôle de ces extincteurs est effectué une fois par an par un organisme indépendant.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

S'agissant d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant justifie, sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, que les moyens incendie disponibles sont adaptés aux risques présentés par les installations. La note de calcul correspondante est transmise à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.

Constats :

Observation n°20230825-1 : L'exploitant ne peut garantir de la disponibilité permanente d'eau en cas de besoin pour faire face à une situation accidentelle. L'exploitant réfléchira à une solution pour disposer d'une réserve d'eau incendie propre au site, en secours du réseau de la SAM en cas de défaillance de celui-ci. L'exploitant pourra néanmoins réaliser un exercice POI impliquant un pompage de l'eau de la Seine.

L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI et devra en programmer un en 2025.

L'exploitant envisage de valoriser les bassins des tours aéroréfrigérantes comme alimentation d'eau. Ces bassins font 150 m³. La faisabilité de cette solution resterait à démontrer (disponibilité en permanence de l'eau, qualité de l'eau pompée, disponibilité des pompes en l'absence de courant électrique,...). En conséquence, une étude technique serait nécessaire, notamment pour évaluer :

- La capacité à maintenir le débit et la pression réglementaire ;
- La capacité réelle de pompage depuis la darse et son maintien en conditions accidentelles ;
- La vitesse de recharge des bassins et son impact sur la continuité d'alimentation ;
- La compatibilité avec les exigences réglementaires et les attentes du SDIS 77.

L'exploitant a aussi expliqué qu'il est en contact avec le site voisin dont le réseau d'eaux incendie est commun aux installations LINDE. Des travaux d'agrandissement des diamètres des tuyauteries seraient en prévision début 2025. Ces modifications pourraient avoir un impact sur les débits d'eau attendus.

Les mesures récentes de débits sur les poteaux incendies révèlent des débits individuels de 45m³/h environ sur les 2 poteaux pour 60 m³/h attendus. L'exploitant a également fait remplacer une vanne, en partie à l'origine de la perte de charge.

L'exploitant devra également justifier d'un accord formel avec la SAM mentionnant l'utilisation du réseau d'eau de ce dernier et précisant les actions à mener en cas d'indisponibilité du réseau d'eau.

Enfin l'exploitant devait justifier l'adéquation des moyens incendie avec les risques présentés par l'installation. La note de calcul n'a jamais été transmise à l'inspection.

→ L'observation n°20230825-1 est remplacée par :

Suite n°20250122-1 : L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité opérationnelle permanente de sa ressource en eau incendie, extérieure son l'établissement.

Suite n°20250122-2 : Les canalisations constituant le réseau d'incendie ne permettent pas d'obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Suite n°20250122-3 : L'exploitant transmettra à l'inspection la note de calcul justifiant l'adéquation des moyens incendie avec les risques présentés par l'installation.

Ces points font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Suite inspection 2020

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2020

Thème(s) : Situation administrative, Implantation d'un réservoir de stockage de LOx médical de 100m

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le porter à connaissance, transmis en 2020 à l'Inspection, relatif à la nouvelle installation oxygène liquide détaillait l'ensemble des équipements associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n° 2 de l'inspection du 29/10/2020 : <i>l'exploitant informera le préfet des modifications apportées par rapport au projet initial, en précisant l'impact éventuel sur les risques accidentels.</i></p> <p>L'exploitant précise que la modification est sans impact sur les scénarios. Le scénario considérant une perte de confinement des 2 tuyauteries de soutirage dans la rétention n'avait pas été pris en compte pour considérer le cas majorant. L'exploitant devra cependant transmettre un porter à connaissance argumenté justifiant l'absence d'impact mentionné en inspection.</p> <p>→ L'observation n° 2 de l'inspection du 29/10/2020 n'est pas levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Suite inspection 2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 2.5.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déplacement injecteur Azote</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n° 1 de l'inspection du 29/10/2020 : <i>Le changement de lieu de l'éjecteur devra être déclaré au Préfet, en précisant l'impact éventuel sur les risques accidentels</i></p> <p>L'exploitant a précisé que l'éjecteur a été déplacé pour être rapproché de l'ASU. La conception initiale pénalisait le fonctionnement du fait de l'éloignement de l'éjecteur. Le déplacement retenu est plus éloigné des limites du site que ne l'était sa position initialement déclarée. Ce déplacement ne modifie pas les conclusions de la notification transmise par Linde selon l'exploitant. Les explications fournies par l'exploitant devront être confirmées et argumentées via un porter à connaissance.</p>

→ L'observation n° 1 de l'inspection du 29/10/2020 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suite de l'inspection du 25 aout 2023, Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, existence des procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.</p> <p>Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.</p> <p>Les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, sont assurées en présence d'un encadrement approprié. La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20230825-2 de l'inspection du 25/08/2023 : Les procédures ne sont pas identifiées par un numéro de version ni par une date de révision ce qui pourrait porter à confusion en cas coexistence de versions imprimées.</p> <p>Les procédures ou modes opératoires sont intégrés à une gestion documentaire en ligne (LIDAP). Dans celle-ci apparaît les dates et numéros de version des documents consultés (procédure de démarrage du site de Montereau).</p> <p>→ L'observation n°20230825-2 de l'inspection du 25/08/2023 est levée.</p> <p>Observation n°20230825-3 de l'inspection du 25/08/2023 : Il convient que l'exploitant dispose d'une consigne définissant les modalités de report d'échéance des opérations de maintenance et modifie son plan de maintenance afin de prendre en compte ces reports d'échéances.</p> <p>Aucune consigne n'a été rédigée. L'exploitant met en place une routine qu'il convient de formaliser en définissant les cas dans lesquels des reports peuvent être autorisés et les personnes habilitées à autoriser les reports.</p> <p>→ L'observation n°20230825-3 de l'inspection du 25/08/2023 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite de l'inspection du 25 aout 2023, Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20230825-1 de l'inspection du 25/08/2023 : <i>Les débits des deux poteaux incendie ne sont pas conformes aux 60m3/h attendus.</i></p> <p>Les derniers relevés de débit de juin 2024 démontrent des débits de 45m3/h environ. Les actions engagées par l'exploitant sont expliquées au constat n°1.t</p> <p>L'exploitant transmettra les résultats des actions en cours à l'inspection.</p> <p>→ La non-conformité n°20230825-1 de l'inspection du 25/08/2023 n'est pas levée.</p> <p>Non-conformité n°20230825-2 de l'inspection du 25/08/2023 : <i>L'exploitant veillera à clore les non-conformités mentionnées dans les rapports de contrôles annuels des installations électriques et de la détection incendie.</i></p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de détection incendie du 08/08/2024 et le rapport de contrôle électrique du 28/07/2024.</p> <p>Ces 2 rapports mentionnent de nouvelles non-conformités que l'exploitant devra solder.</p> <p>→ La non-conformité n°20230825-2 de l'inspection du 25/08/2023 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Suite de l'inspection du 25 aout 2023,Travaux d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des</p>

<p>zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.</p> <p>L'exploitant demeure responsable de la sécurité de ses installations en cas d'intervention d'un sous-traitant ou d'un prestataire extérieur dans son établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20230825-4 de l'inspection du 25/08/2023 : <i>L'exploitant veillera à mettre à jour sa matrice de responsabilité pour intégrer le personnel récemment embauché.</i></p> <p>La matrice présentée en séance était à jour et faisait apparaître les 2 personnes remplacées.</p> <p>→ L'observation n°20230825-4 de l'inspection du 25/08/2023 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suite de l'inspection du 25 aout 2023, Contenu du permis de travail, de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.51</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu - contenu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à sa délivrance, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, • les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.</p> <p>L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives ou compensatoires prévues, n'affectent pas la sécurité des installations, • à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Constats :

Non-conformité n°20230825-3 de l'inspection du 25/08/2023 : Les permis de feu ne précisent pas les équipements de protection individuels nécessaires au personnel pour la réalisation des travaux.

Les 2 permis de feu 2024 consultés en séance mentionnaient bien la liste des EPI nécessaires.

→ La non-conformité n°20230825-3 de l'inspection du 25/08/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite inspection 31 mai 2023, Mise à jour du classement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1

Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations existantes

Prescription contrôlée :

I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;

2° L'emplacement de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

II. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national des renseignements à fournir pour les installations soumises au régime de la déclaration et précise les conditions dans lesquelles ils sont transmis par voie électronique. Ce modèle n'est pas utilisable lorsque ces renseignements concernent une installation soumise au régime de la déclaration incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Constats :

Observation n°1 de l'inspection du 31 mai 2023 : L'exploitant se positionnera sur le classement éventuel des batteries présentes sur son établissement au titre de la rubrique n°2925 de la nomenclature des ICPE. Pour cela il indiquera :

- l'emplacement des batteries sur le site,
- si celles-ci sont susceptibles de dégager de l'hydrogène,
- le rôle exact des batteries dans le processus de production,
- la durée depuis laquelle cette installation est exploitée,
- la puissance globale de l'installation.

L'exploitant a analysé la situation et précisé que le site n'est pas soumis à la rubrique 2925-2 car la puissance délivrée est inférieure à 600 KW et les batteries ne produisent pas d'hydrogène.

→ L'observation n°1 de l'inspection du 31 mai 2023 est levée.

Non conformité n°1 de l'inspection du 31 mai 2023 : L'exploitant se positionnera sur la quantité de fioul domestique susceptible d'être présente au sein de son établissement. Le cas échéant,

l'exploitant adressera à M. le Préfet un courrier sollicitant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique n°4734 de la nomenclature des ICPE, pour le stockage de fioul domestique.

L'exploitant a analysé sa situation et précisé que le site était bien soumis à la rubrique 4734-1C car stocke 51 tonnes de fioul domestique avec une cuve 60 000 litres.

L'exploitant compte demander un bénéfice d'antériorité pour cette rubrique. Il conviendra de formaliser la demande en justifiant les quantités présente et l'antériorité de la présence de ces quantités.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 31 mai 2023 n'est pas levée.

Observations n°2 de l'inspection du 31 mai 2023 : *L'exploitant adressera à M. le Préfet un courrier sollicitant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE, pour l'exploitation de sa chaudière. Il précisera également si des groupes électrogènes étaient déjà classés au titre de cette même rubrique. Dans le cas contraire, un porter à connaissance précisant la puissance de ces installations devra être transmis afin de modifier la puissance des installations classées au titre de la rubrique 2910 et ainsi prendre en compte ces groupes électrogènes.*

L'analyse de l'exploitant doit être complétée car ce dernier demande à vérifier si ses équipements ne rentrent pas dans des critères d'exclusion de cette rubrique. Les conclusions devront être présentées ainsi qu'une demande de bénéfice de droit acquis argumentée le cas échéant.

→ L'observation n°2 de l'inspection du 31 mai 2023 n'est pas levée. L'exploitant doit présenter ses conclusions et une demande de bénéfice de droit acquis le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suite inspection du 31 mai 2023, sécheresse

Référence réglementaire : Autre du 31/05/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse

Prescription contrôlée :

Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau

Constats :

Observation n°3 de l'inspection du 31 mai 2023 : *L'exploitant étudiera la possibilité de reporter les opérations de vidange et présentera ses conclusions à l'Inspection.*

L'exploitant indique être dépendant des arrêts technique du site voisin de la SAM. Cependant en fonction de ces arrêts et du délai de prévenance de son voisin, les opérations de vidanges seront au maximum reportées en dehors des mois de sécheresse.

→ L'observation n°3 de l'inspection du 31 mai 2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures de Maitrise des Risques-liste

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des Installations classées et régulièrement mise à jour.
Constats : L'exploitant a établi, en tenant compte de l'étude des dangers et des scénarios retenus, la liste des mesures de maîtrise des risques. Cette liste identifie les équipements en rapport avec les scénarios d'accident susceptible de se produire, la liste reprend également les périodicités de contrôles et renvoi sur des fiches descriptives des MMR qui précisent les domaines de fonctionnement. Les équipements sont suivis par un logiciel qui recense en particulier la fiche de vie des équipements et liste les opérations de maintenance réalisées. Cependant aucune formation n'est recensée en particulier sur les MMR. Suite n°20250122-4 : L'exploitant devra identifier les formations nécessaires afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement et justifier du suivi de ces formations par les individus concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : MMR - Domaine de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Constats :

La salle de commande permet d'accéder en direct à l'ensemble des capteurs (température, pression, etc.) avec une interface graphique affichant les MMR et autres équipements du site.

Les MMR ont des paramètres associés (seuils haut, bas, très haut, etc.) avec des actions associées de type alarmes simples, automatisme d'arrêt, alarme et arrêt opérateur, ...

De plus le pilotage de l'installation se fait de manière automatique par le Remote Operating Control (ROC) localisé à Porcheville et dispose d'un report de chacun des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MMR - Performance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.6.3.

Thème(s) : Risques accidentels, PERFORMANCE DES MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Prescription contrôlée :

Les mesures de maîtrise des risques sont d'efficacité et de fiabilité éprouvée. Notamment pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser.

Les caractéristiques des mesures de maîtrise des risques sont établies. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, sont connus de l'exploitant. Ces mesures sont conçues de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçues et installés pour permettre leur maintenance et s'assurer périodiquement, notamment par test, de leur efficacité.

Toute défaillance des mesures de maîtrise des risques, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée et par ailleurs leur alimentation et la transmission du signal sont à sécurité positive.

Les mesures de maîtrise des risques sont contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement selon des procédures par l'exploitant.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place, dans le cadre de ses procédures de sécurité, un dispositif compensatoire. Dans ce cas l'exploitant s'assure que le mode de marche dégradé mis en place ne remet pas en cause la classe de probabilité du ou des scénario(s) d'accident(s) pour lesquels la mesure de maîtrise des risques est valorisée.

Les soupapes de sécurité et les mesures de maîtrise des risques sont conçues et disposées de telle manière que leur fonctionnement ne puisse être entravé quels que soient les conditions de fonctionnement des unités et des aléas extérieurs (météorologie, foudre....).

Dans le cas d'équipements sous pression protégés contre les effets de surpression par des soupapes jumelées, des dispositifs de type " interlock ~ ou dispositifs équivalents assurant automatiquement le basculement d'une soupape vers l'autre sont mis en place.

Constats :

L'exploitant planifie annuellement la maintenance de ses équipements et en particulier ceux

participant à la maîtrise des risques. Les opérations d'entretiens sont consignées numériquement dans la "fiche de vie" des équipements.

L'inspection s'est attardée sur le cas des capteurs trop plein du réservoir de N₂. Ces derniers possèdent des seuils haut (simple alarme, avec action possible des opérateurs sur la quantité produite) et très haut (alarme avec fermeture asservie de la vanne amont de remplissage) ce qui indique une conception de sécurité positive de ce système.

Lors de la visite de terrain, le capteur de pression LI7301 et la vanne SV7303-1 ont été constatés.

L'inspection n'a pas constaté le bon état apparent de ces équipements et les dates des entretiens étaient respectées.

L'exploitant n'a pas signalé de cas de panne connu sur des MMR.

Type de suites proposées : Sans suite